

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 12 au 16 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Perspectives économiques du FMI : les gains pétroliers améliorent les comptes sans réellement relancer la croissance en Afrique centrale

Selon les perspectives de l'économie mondiale ([WEO](#)) publiées par le FMI en octobre 2026, la croissance mondiale résisterait au choc pétrolier né du conflit au Moyen-Orient, à 3,1 % en 2026 puis 3,4 % en 2027, au prix d'une inflation relevée à 4,7 %.

Alors que le FMI relève de 16 % son hypothèse de prix du baril, à 95,7 USD en moyenne en 2026, la croissance de la zone se maintient à 3 % et n'atteindrait que 3,5 % en 2027 (+0,1 point de révision). La production de pétrole brut de la zone reculerait encore d'environ 0,9 % en 2026, sous l'effet du déclin des champs matures. Selon le FMI, la maturité des champs et les faibles capacités de production limitent le surcroît de recettes pétrolières, tandis que les prix administrés des carburants et l'étroitesse du financement régional en réduisent le bénéfice économique.

En CEMAC, le Congo enregistre la révision la plus favorable (+0,7 pp, à 3,5 %) portée notamment par une hausse attendue de la production gazière (mise en service de la seconde unité flottante de Congo LNG). La Guinée équatoriale profite de l'effet prix (+1,0 pp) sans pour autant sortir de la récession (-1,7 %). À l'inverse, le Tchad, économie la plus dynamique de la zone, subit la révision la plus défavorable (-0,8 pp, à 4,5 %). Le FMI n'en détaille pas les motifs, mais elle est cohérente avec le choc climatique en cours en lien avec El Niño qui affecte les rendements agricoles. Le rebond attendu en 2027 (5,4 %) plaide pour un choc transitoire.

Hors CEMAC, les révisions sont nettement plus défavorables. La croissance de la RDC est abaissée à 5,2 % (-0,7 pp), sous l'effet de la persistance du conflit à l'Est, d'un léger repli du secteur extractif et du recul de 31 % des cours du cobalt au T3 malgré les quotas d'exportation ; un rebond à 5,7 % est attendu en 2027. São Tomé-et-Príncipe enregistre la révision la plus brutale (-3 pp, à 0,4 %), le FMI ayant dès juin identifié la crise énergétique comme principal frein à la reprise.

Sur le front des prix, la baisse de l'inflation de la CEMAC en 2026 (2,4 %, -0,3 pp) précède un dépassement de la norme communautaire prévu en 2027 (3,8 %, +0,6 pp). Le gel des prix à la pompe retarde la transmission : entre février et septembre 2026, la hausse des cours de référence n'a pas été répercutée au Cameroun (52 % du panier régional), au prix de subventions jugées insoutenables à court terme. Pour 2027, les prévisions du FMI tablent sur un regain des tensions inflationnistes au Cameroun (4,3 %), au Congo (4,0 %) et en Centrafrique (3,5 %), au-delà du seuil communautaire de 3 %. Le Tchad passerait de la déflation (-0,7 % en 2026) à 5,3 % en 2027, en cohérence avec une moindre récolte. Hors CEMAC, l'inflation en RDC devrait s'établir à 4,3 % (+1 pp), avant de remonter à 7,4 % l'an prochain, dépassant la cible actuelle de 7 % de la BCC. À São Tomé, elle ressort à 11 % en 2026, tandis que les prévisions pour 2027 sont révisées à la hausse à 9,6 %.

Le solde global de la CEMAC est révisé à -2,2 % du PIB en 2026 (+0,6 pp) et -1,7 % en 2027 (+0,9 pp), sous l'effet quasi exclusif de la rente pétrolière. Le Congo voit son excédent relevé de 4,8 pp (à 5,2 %) et le Tchad revient à l'équilibre, tandis que la situation se dégrade au Gabon (-10,4 %), qui conserve de loin le déficit le plus élevé, et au Cameroun (-2,2 %), où le renchérissement du brut alourdit surtout les subventions. De manière générale, le FMI recommande aux exportateurs nets de pétrole d'épargner l'essentiel du surplus de ces recettes « temporaires », et privilégier le soutien aux ménages défavorisés plutôt que les subventions. Selon le FMI, un lissage généralisé des prix des carburants peut coûter jusqu'à 4 % du PIB, contre 0,5 % pour des transferts ciblés.

Le reflux de l'endettement tient davantage à l'effet dénominateur qu'à un véritable désendettement. Le ratio de la dette sur le PIB de la CEMAC est révisé à 50,4 % en 2026 (-1,2 pp), porté par la hausse du PIB nominal des producteurs de pétrole : le Congo (80,5 %, -10,7 pp) reste au-dessus du critère de 70 %. En Centrafrique, la baisse de 20,5 pp (à 43,5 %) procède vraisemblablement d'une révision méthodologique du calcul du PIB. En revanche, au Gabon, on observe un décalage en 2025 entre les données du FMI, qui estiment le ratio à 84,2 %, et celles des autorités locales, selon lesquelles un audit publié en septembre ramènerait l'encours à 68,9 % du PIB pour 2025.

Le solde courant de la CEMAC est relevé de 2,6 pp, à -1,1 % du PIB en 2026. Cette révision profite surtout au Congo (+11,2 pp) et au Gabon (+5,5 pp), tandis que le Cameroun conserve le déficit le plus lourd (-4,8 %), faute de pétrole suffisant pour compenser le repli des recettes cacaoyères. Les avoirs extérieurs nets de la BEAC atteignent 6,35 Mds EUR à mi-septembre, au-dessus de la cible de 5,75 Mds EUR des assurances régionales. Ce redressement repose toutefois sur l'emprunt (incluant les émissions d'Eurobonds) et les cours du brut, bien que la zone capte moins la rente pétrolière que ses pairs : les exportateurs de pétrole subsahariens porteraient leur excédent courant à 4,4 % du PIB et leurs réserves à 8,1 mois d'importations, contre 4,5 mois pour la CEMAC selon la BEAC.

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (moy. Ann, en %)				*Solde Public (en %PIB)				Dette Publique (en %PIB)				Solde courant (en % PIB)			
	2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027	
	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.
Cameroun	3,2	▼ -0,1	3,6	▼ -0,2	3,4	▼ -0,1	4,3	▲ 1,1	-2,2	▼ -0,5	-1,5	▼ -0,2	40,1	▲ 0,8	39,1	▲ 0,5	-4,8	▲ 0,3	-4,6	▲ 1,2
Centrafrique	2,7	▲ 0,1	3,3	▲ 0,3	3,5	▲ 2,0	3,0	▲ 0,5	-3,5	▲ 1,5	-3,7	▲ 2,5	43,5	▼ -20,5	44,5	▼ -22,1	-3,3	▲ 0,2	-3,4	▲ 0,2
Congo	3,5	▲ 0,7	3,6	▲ 0,3	4,0	▲ 1,2	3,4	▲ 0,4	5,2	▲ 4,8	5,2	▲ 2,2	80,5	▼ -10,7	77,6	▼ -8,2	5,2	▲ 11,2	3,6	▲ 9,4
Gabon	3,0	▲ 0,3	2,9	▲ 0,1	0,8	▼ -1,6	1,9	▼ -0,5	-10,4	▼ -0,5	-9,9	▲ 1,3	83,7	▼ -2,3	92,4	▼ -1,9	1,3	▲ 5,5	-2,2	▲ 3,3
Guinée Equatoriale	-1,7	▲ 1,0	-1,0	▲ 0,3	3,3	▲ 0,1	2,9	▶ 0,0	-0,6	▲ 1,0	-2,5	▲ 1,2	32,9	▼ -6,2	36,0	▼ -6,3	-0,1	▲ 1,5	-0,8	▲ 1,6
Tchad	4,5	▼ -0,8	5,4	▲ 0,5	-0,7	▼ -1,2	5,3	▲ 1,4	0,0	▲ 1,4	1,5	▲ 2,8	31,1	▲ 1,1	29,6	▼ -0,3	1,3	▲ 0,5	-0,3	▼ -0,6
CEMAC	3,0	▶ 0,0	3,5	▲ 0,1	2,4	▼ -0,3	3,8	▲ 0,6	-2,2	▲ 0,6	-1,7	▲ 0,9	50,4	▼ -1,2	50,7	▼ -1,5	-1,1	▲ 2,6	-2,2	▲ 2,1
RDC	5,2	▼ -0,7	5,7	▲ 0,3	4,3	▲ 1,0	7,4	▲ 1,0	-2,7	▲ 0,8	-2,4	▶ 0,0	23,7	▼ -0,9	26,9	▼ -0,9	-1,9	▲ 0,1	-0,9	▲ 0,7
Sao Tomé	0,4	▼ -3,0	1,9	▼ -2,0	11,0	▲ 1,5	9,6	▲ 1,7	-1,4	▼ -2,4	-0,5	▼ -2,1	55,9	▲ 5,5	54,2	▲ 6,8	-6,1	▼ -1,4	-4,8	▲ 0,3

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, octobre 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'octobre 2026 pour les années 2026 et 2027 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'avril 2026).

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BDEAC lève 220 M USD lors de sa première émission internationale.
- **Cameroun** : partenariat Orange Cameroun – Instrumelec pour la solarisation des Orange Digital Centers.
- **Congo** : 3 121 Mds FCFA de recettes budgétaires prévues en 2027 dont 680 Mds FCFA pour l'investissement.
- **Gabon** : les députés examinent l'exécution du budget de l'État 2025.
- **Guinée Équatoriale** : Chevron vise 2028 pour le début de la production du champ gazier d'Aseng.
- **Tchad** : Fitch Ratings maintient pour la 3^{ème} fois la notation souveraine « B- » du Tchad.
- **RDC** : la première phase du projet MetroKin évaluée à 877 M USD et démarrage des travaux fin 2026.
- **Sao Tomé-et-Principe** : pénurie de carburant due au manque de fonds pour financer les importations.

Régional

Marchés financiers : La BDEAC lève 220 M USD lors de sa première émission internationale

Le 13 octobre, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a [clôturé](#) sa première émission obligataire internationale, levant 220 M USD (130,2 Mds FCFA). Arrivant à une échéance 2029, les titres affichent un coupon de 7,88 % après une opération simultanée de couverture de change euro/dollar. Structurée par l'Africa Finance Corporation (AFC), cette levée de fonds fait suite à la confirmation en septembre de la note Ba3 de l'institution par Moody's, assortie d'une perspective stable. Représentant près de 15 % du bilan de la banque, ces ressources matérialisent l'axe de diversification financière du plan stratégique Azobé pour la période 2023-2027, l'institution étant jusqu'alors dépendante des contributions actionnariales et du marché obligataire régional. Cet apport de liquidités permettra notamment d'honorer le volume croissant de sommes engagées non décaissées (SEND), qui ont atteint 666 Mds FCFA fin 2025, en progression de 22,7 % sur un an.

Conjoncture : L'activité économique en zone CEMAC croît de 5,9 % en glissement annuel, portée par le Cameroun

La BEAC a [publié](#) le 13 octobre son rapport sur l'évolution de l'Indice Composite des Activités Économiques (ICAE), relevant une augmentation de 5,9 % en glissement annuel. Cette progression repose

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

220 M USD

Levés par la BDEAC lors de sa 1^{ère} émission internationale, assortie d'un coupon 7,88 % et d'une échéance en 2029

principalement sur le dynamisme du secteur privé, porté par les télécommunications, les services, le commerce et les activités agro-industrielles. La banque centrale note toutefois un net ralentissement de l'exécution des dépenses publiques, conséquence des politiques de consolidation budgétaire menées au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Guinée équatoriale dans le cadre des discussions avec le FMI. Le Cameroun émerge comme le principal moteur régional en apportant 3,8 points à la hausse globale, soutenu par les services financiers mobiles, les échanges commerciaux et les revenus élevés de la filière cacao. À l'inverse, la République centrafricaine enregistre la plus faible contribution (+0,1 point), pénalisée par une production aurifère en deçà des prévisions.

Cameroun

Télécom : Accord de partenariat entre Orange Cameroun et Instrumelec pour la solarisation des Orange Digital Centers

Orange Cameroun et l'entreprise camerounaise Instrumelec, spécialisée dans le développement de l'énergie solaire, ont [officialisé](#) jeudi 8 octobre un partenariat stratégique pour accélérer la solarisation de l'ensemble des Orange Digital Centers (ODC) sur le

territoire. Déjà initié sur l'ODC Club de l'Université de Dschang en 2024, l'accord permettra d'étendre la transition vers les énergies renouvelables à tous les centres ODC du pays (Yaoundé, Buea, Ngaoundéré, Dschang, Maroua et, prochainement, Garoua). Ces structures - qui regroupent dans un même espace des formations au numérique, des programmes d'incubation et un centre d'innovation - demeurent sous-exploitées en raison des difficultés d'accès à l'électricité. L'accord devrait permettre d'accroître leur autonomie énergétique et d'augmenter ainsi leur fréquentation. Ce partenariat s'inscrit également dans les ambitions du groupe Orange au Cameroun qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2040.

Finances publiques : La circulaire présidentielle fixe à 30 % la part minimale de l'investissement dans le budget 2027

Par [circulaire](#) du 12 octobre 2026, le Président de la République a fixé les orientations de préparation du budget de l'État pour 2027. Le cadrage macroéconomique retient pour 2027 une croissance réelle de 3,6 % (après 3,5 % attendus en 2026) et une inflation de 3,2 %, au-dessus de la norme communautaire. Il prévoit un déficit budgétaire (dons compris) de 2,7 % du PIB et un déficit courant de 2,8 % du PIB. S'agissant des recettes, la circulaire mise sur les ressources non pétrolières, le secteur pétrolier devant reculer de 15,4 % en 2026. S'agissant des dépenses, l'investissement devrait représenter au moins 30 % du budget général, en priorité pour achever les projets en cours. Les choix du Gouvernement seront orientés prioritairement vers : (i) le renforcement des capacités de l'offre énergétique et la restauration de l'équilibre financier du secteur de l'électricité ; (ii) le développement des infrastructures de transport ; (iii) l'accélération de la mise en œuvre du Plan Intégré d'import-substitution Agropastorale et Halieutique (PIISAH) 2027-2029 ; (iv) la poursuite du Programme d'Impulsion Initiale (P2I) à travers la construction d'une usine de production d'engrais ; (v) la protection sociale et l'emploi des jeunes ; (vi) la décentralisation, (vii) la consolidation des entreprises publiques stratégiques, dont la SONARA.

Energie : Socadel lance 6 appels d'offres pour accroître l'offre énergétique et améliorer l'efficacité de son réseau de distribution

La Société camerounaise d'électricité (Socadel) a lancé six appels d'offres d'un montant cumulé estimé de 44,53 Mds FCFA répartis en quatre appels d'offres internationaux (34,16 Mds FCFA) et deux appels d'offres nationaux (10,37 Mds FCFA). Les appels d'offres ont été

publiés sur le site de l'Agence de régulation des marchés publics ([ARMP](#)) le 8 octobre 2026 tandis que les offres sont attendues pour le 23 octobre. Ces appels d'offres sont destinés à renforcer la production électrique dans le Réseau interconnecté Nord (RIN) et à reconstituer des stocks d'équipements destinés au réseau de distribution.

Infrastructures : Signature d'un MOU entre le PAK et KOGT SA pour le développement d'un terminal agro-industriel

Le Port Autonome de Kribi (PAK) et Kribi Oil and Grain Terminal (KOGT S.A.) ont [signé](#) un memorandum d'entente (MOU) portant sur le développement d'un terminal agro-industriel de 9,2 hectares. Cet accord prévoit que le PAK mette à contribution ses infrastructures portuaires et son potentiel foncier pour accueillir les activités de ce nouveau terminal, tandis que la société KOGT SA, consortium constitué par des entreprises camerounaises, suisses et turques, portera le projet industriel. La structuration financière du projet et la coordination des financements nécessaires à sa réalisation seront réalisées par BGFI Bank. Ce projet vise à améliorer les conditions de réception, de stockage et d'acheminement des produits agricoles et agro-industriels, tout en facilitant leur intégration dans les circuits de distribution. Le projet prévoit ainsi la création de 17 silos d'une capacité totale de stockage de 102 000 tonnes, quatre entrepôts de 500 m² chacun, des laboratoires dédiés au contrôle qualité et des installations pour assurer le transport routier et la maintenance des équipements. La plateforme bénéficiera d'un accès aux quais en eau profonde du port, permettant l'accueil de navires d'une capacité pouvant atteindre 50 000 tonnes.

Congo

Finances publiques : 3 121 Mds FCFA de recettes budgétaires prévues en 2027 dont 680 Mds FCFA pour l'investissement

Le jeudi 8 octobre, le ministre des Finances Christian Yoka a [présenté](#) en Conseil des ministres le Projet de Loi de finances pour l'année 2027. Les recettes sont attendues à 3 121 Mds FCFA, en hausse de 12 % par rapport à 2026, pendant que les dépenses sont estimées à 2 638 Mds FCFA et l'excédent budgétaire à 483 Mds FCFA, en nette augmentation par rapport à 2026 (217 Mds FCFA). En 2026, les recettes pétrolières et gazières sont estimées à 1 047 Mds FCFA, soit 38 % des ressources budgétaires et le gouvernement prévoit de

mobiliser 1 757 Mds FCFA pour faire face à ses engagements financiers en 2027. Afin de sortir de la dépendance aux hydrocarbures et d'accroître la construction d'infrastructures, le projet de budget 2027 prévoit 680 Mds FCFA d'investissement, soit le triple du montant dépensé en 2025. Le projet prévoit enfin l'obligation pour les opérateurs de transfert de fonds et de change de déclarer formellement leurs structures, les enregistrer sur la plateforme digitale dédiée et d'utiliser des terminaux de paiement électronique (TPE) à partir de janvier 2027.

Energie : ENI annonce de bonnes perspectives de production du pétrole et du gaz

À l'issue d'un [entretien](#), le 9 octobre, avec le Président Denis Sassou N'Guesso, le PDG d'ENI, Claudio Descazi, a annoncé la hausse de la production de pétrole de la société italienne à près de 160 000 barils par jour. Cette augmentation devrait être consolidée par le démarrage en 2027 du forage du premier puits de son nouveau bloc offshore (bloc 24). Le groupe italien, qui réalise par ailleurs les travaux de réhabilitation de la ligne haute tension Djéno/Pointe-Noire/Brazzaville, a annoncé un projet actuellement à l'étude pour augmenter la puissance de la centrale électrique de Djéno (CED) à 600 MW puis à 1 000 MW, alimentée par le gaz produit par ENI.

Energie : Les pénuries de carburant pèsent sur la trésorerie des entreprises congolaises

Selon l'[enquête](#) de conjoncture de la Direction générale de l'Economie (DGE), les pénuries de carburant affectent la situation financière des entreprises congolaises. Ainsi, au T2 2026, 30,4 % des entreprises interrogées estiment que les pénuries menacent leur trésorerie et 43 % d'entre elles déclarent subir des surcoûts qui réduisent leurs marges et augmentent leurs charges d'exploitation. L'ensemble des secteurs de l'économie est touché par ces perturbations. Pour au moins deux tiers des dirigeants, le carburant le plus difficile à obtenir est le gasoil, dont la disponibilité conditionne les opérations de transport et le fonctionnement des groupes électrogènes. La crise a également conduit à l'émergence de pratiques commerciales illégales comme des ventes clandestines et des cas de surfacturation.

Secteur bancaire : Le Congo veut s'appuyer sur les garanties de l'ATIDI pour faciliter l'accès aux financements bancaires

Le mardi 13 octobre, le ministre des Finances a [échangé](#) avec le directeur général de l'Assurance pour le

développement du commerce et de l'investissement en Afrique (ATIDI), Manuel Moses. À la suite de la ratification par le Congo en août 2026 de l'accord portant sur la création de l'agence ATIDI-Congo, cette rencontre portait sur les prochaines étapes du partenariat. L'ATIDI est une institution financière panafricaine qui garantit des prêts souverains aux banques locales pour améliorer le financement des PME et des sociétés publiques. En réduisant le risque de perte en cas de défaillance de l'emprunteur, ces garanties permettent à l'État de négocier des prêts à un taux inférieur. Par ailleurs, grâce à une convention entre l'ATIDI et la BEAC, les prêts souverains couverts bénéficient d'une pondération du risque de crédit de 0 %. Les banques sont ainsi incitées à financer les opérations, ce qui permet, à terme, une meilleure mobilisation des ressources de l'État.

Gabon

Finances publiques : Les députés examinent l'exécution du budget de l'État 2025

Le 8 octobre 2026, les députés de la XIV^{ème} législature ont commencé l'examen du bilan du budget de l'État pour l'année 2025, en présence du ministre de l'Économie et des Finances, Thierry Minko, et de la ministre de la Planification, Louise Pierrette Mvono. Les chiffres présentés font apparaître d'importants écarts entre les budgets prévus et les dépenses réalisées selon les portefeuilles. La mission consacrée à la gestion des finances publiques, affiche 816,5 Mds FCFA de dépenses ordonnancées, contre une dotation initiale de 77,1 Mds, avec des règlements effectifs s'élevant à 796,6 Mds FCFA. Le montant ordonnancé représente alors 1 059 % des crédits initiaux, tandis que les règlements équivalent à 1 033 % de cette dotation. Selon le ministre, cet écart s'explique notamment par l'imputation sur cette mission de la masse salariale de l'ensemble de la fonction publique. À l'inverse, les dépenses transversales affichent un faible taux de paiement de 29 %, tandis que les dépenses liées à la dette, aux subventions pétrolières et à la lutte contre la vie chère atteignent un taux d'exécution de 98,2 %. Certains députés ont appelé le Gouvernement à renforcer la transparence et à améliorer l'exécution du budget. Cette audience se poursuit au sein des commissions spécialisées de l'Assemblée nationale.

Finances publiques : Le Gabon prévoit de verser au FMI 106,2 M FCFA de droits de tirage spéciaux en 2027

Le Gabon prévoit de verser au FMI 106,22 M de droits de tirage spéciaux (DTS) en 2027, soit près de 143,8 M USD, selon les projections de l'institution arrêtées au 30 septembre 2026. Sur ce total, 89,4 M de DTS (121 M USD) correspondent au remboursement de la dette, tandis que 16,8 M de DTS (22,8 M USD) concernent les intérêts et autres charges. L'encours des crédits du FMI au Gabon est passé de 357,1 M de DTS à fin mars 2026 à 319,1 M à fin août, soit une baisse de 38 M de DTS. Ce dernier montant est resté stable à fin septembre, représentant près de 432 M USD.

Investissements : Le gouvernement lance la révision des conventions avec les investisseurs

Le gouvernement gabonais a approuvé, le 8 octobre, la mise en place d'une Commission nationale chargée de réexaminer les conventions fiscales liant l'État aux investisseurs. La Commission aura pour mission d'inventorier les conventions existantes, d'en évaluer les clauses et de proposer, si nécessaire, leur renégociation. L'objectif est de mieux équilibrer les avantages accordés aux opérateurs et les retombées pour l'État et l'économie nationale, notamment en matière de recettes publiques et de valorisation des ressources. Les secteurs stratégiques - le pétrole et le gaz, les mines, l'eau et l'énergie, la pêche, l'industrie, les eaux et forêts, le commerce et les travaux publics - seront prioritairement concernés. L'examen pourrait porter sur les contributions financières des entreprises, leurs engagements d'investissement, les mécanismes de partage des revenus et les obligations économiques des différentes parties. Toutefois, le gouvernement n'a communiqué ni la liste des contrats concernés, ni leur valeur cumulée, ni les recettes supplémentaires susceptibles d'être générées.

Guinée Équatoriale

Energie : Chevron vise 2028 pour le début de la production du champ gazier d'Aseng

Le 14 octobre, en marge de l'African Energy Week au Cap, le directeur général pour l'Afrique centrale de la compagnie pétrolière américaine Chevron, Jim Swartz, a annoncé la livraison des premiers volumes du projet gazier offshore Aseng pour 2028. Évalué à 690 M USD, ce projet baptisé *Aseng Gas Monetisation* est mené en [partenariat](#) avec la compagnie nationale GEPetrol, détentrice de 32,55 % des parts. Alors que les champs

historiques du pays arrivent à maturité, cette initiative vise à pérenniser les exportations nationales de gaz au cours de la décennie 2030 en approvisionnant le complexe stratégique de Punta Europa, plaque tournante du GNL équato-guinéen. Sur le plan opérationnel, les puits d'Aseng seront raccordés aux installations voisines d'Alen avant la mise en service d'une plateforme de forage prévue pour début 2027.

Tchad

Notation : Fitch Ratings maintient pour la 3^{ème} fois la notation souveraine « B- » du Tchad

L'agence de notation Fitch Ratings a [confirmé](#) le 8 octobre la note souveraine du Tchad à « B- » pour la 3^{ème} fois consécutive, assortie d'une perspective stable, en dépit de vulnérabilités persistantes liées aux faiblesses de gouvernance, à la forte dépendance aux recettes pétrolières et aux pressions budgétaires et sécuritaires découlant de l'afflux massif de réfugiés soudanais. L'agence relève néanmoins des fondamentaux macroéconomiques résilients, estimant un niveau de la dette stable à 26 % du PIB entre 2026 et 2028, assorti d'un service de la dette modéré à 3,9 % du PIB en 2026. La croissance devrait quant à elle s'élever à 4,1 % en moyenne sur trois ans, portée principalement par le dynamisme du secteur non-pétrolier, au travers de l'agriculture, des services, du secteur minier et de la construction. L'agence souligne enfin le rôle d'ancrage du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le FMI en juillet 2025, tout en relevant que les décaissements accusent des retards attribuables aux délais d'examen des politiques communes à l'échelle de la CEMAC. Cette annonce intervient seulement un mois après le maintien par Fitch de la note « B-/B » du pays, assortie d'une perspective économique solide.

RDC

Transports : La première phase du projet MetroKin évaluée à 877 M USD avec un démarrage des travaux fin 2026

Le gouvernement de la RDC et l'Africa Finance Corporation (AFC) ont [signé](#), le 12 octobre 2026 à Dubaï, un accord de codéveloppement relatif au projet de train urbain « MetroKin ». La première phase du projet se rapporte à la liaison ferroviaire entre la Gare centrale de Kinshasa et l'aéroport international de N'Djili sur 25 km en double voie, avec huit stations, un dépôt et un atelier. Le coût de cette première phase est estimé à 877 M USD. Le démarrage des chantiers est annoncé pour décembre 2026. Le respect de cette

échéance dépendra de la concrétisation des étapes préparatoires restantes. Par ailleurs, le projet, qui ambitionne à terme un réseau métropolitain d'environ 300 km et une capacité de plus de 520 000 passagers par jour, doit encore finaliser son montage financier avant le lancement effectif des travaux.

Mines : Tsodilo Resources crée une filiale en RDC pour explorer le lithium et les métaux critiques

La société canadienne Tsodilo Resources Ltd a [annoncé](#) le 14 octobre 2026 la création d'une filiale en République démocratique du Congo, Tsodilo DRC SARLU, dans le cadre d'une stratégie d'exploration polymétallique. L'entreprise cible les provinces du Haut-Lomami et de la Tshopo, où elle envisage de rechercher du lithium, du tantale, du niobium, de l'or et du cuivre. Cotée à la Bourse de Toronto, Tsodilo concentre actuellement ses activités au Botswana, où elle détient cinq permis de prospection via sa filiale Gcwihaba Resources, ainsi que le projet de minerai de fer de Xaudum. Dans le Haut-Lomami, la société s'intéresse à des gisements d'étain, de tungstène, d'or et de tantale, tandis que dans la Tshopo, les recherches porteraient sur l'or, le cuivre et le lithium. Tsodilo entend mobiliser ses équipements de forage et ses capacités internes d'exploration déjà utilisés au Botswana.

Sao Tomé-et-Principe

Energie : Rupture de stock d'essence et de fioul domestique, due au manque de fonds pour financer les importations

Le ministre des Finances, Gareth Guadalupe, a expliqué le 6 octobre que les dépenses liées aux élections législatives de fin septembre, ainsi que le paiement des salaires et des primes des fonctionnaires, ont fortement réduit les finances publiques. Le gouvernement a réuni 17 M USD pour importer de l'essence et du gazole, dont la disponibilité est prévue d'ici une semaine. Toutefois, la hausse des prix sur le marché international et la rareté de certains produits, notamment le kérosène, compliquent l'approvisionnement. L'État subventionne les carburants pour limiter leur coût pour la population, mais le ministre prévient que la poursuite de ces subventions pourrait devenir impossible si la situation perdure.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
28-29 octobre 2026	Forum régional de la notation financière	Douala (Cameroun)
9-13 novembre 2026	Youth connekt Cameroon Convention	Yaoundé (Cameroun)
11-13 novembre 2026	Salon Solar Connect Africa	Yaoundé (Cameroun)
18-20 novembre 2026	5 ^{ème} édition du Cameroon Investment Forum (CIF 2026)	Yaoundé (Cameroun)
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Evolution des cours des matières premières

	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Septembre-26	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	102	3	6	7	1180	403	643
Variation mensuelle (%)	21%	6%	-1%	-9%	4%	-1%	-1%
Variation annuelle (%)	54%	-1%	-16%	-18%	14%	-2%	-1%
Variation sur 5 ans	41%	-42%	131%	46%	0%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	127%	-1%	106%	87%	48%	3%	2%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY – Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET – Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET – Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Matys-Andria PARMENTIER (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).